



NORD STREAM 2, LE *PIPELINE* DE LA DISCORDE ?

Par Ulrich BOUNAT,

Membres du comité Europe des Jeunes IHEDN



**LES JEUNES
IHEDN**

A PROPOS DE L'ARTICLE

Dans le conflit larvé qui oppose la Russie à l'Occident ces dernières années, les sujets polémiques ne manquent pas : Ukraine, Syrie, affaire Skrypal, interférences dans les processus électoraux... Il en est pourtant un qui semble particulièrement mobiliser l'attention et les déclarations fortes ces derniers mois : le projet de *pipeline* gazier Nord Stream 2.

Lors du sommet de l'OTAN de juillet 2018, Donald Trump déclare à son sujet : « l'Allemagne est totalement contrôlée par la Russie »¹. De même, le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki s'interroge le 17 novembre dernier : si ce projet se concrétise, « qu'est ce qui empêchera Vladimir Poutine de marcher sur Kiev ? »² D'une manière diamétralement opposée, le ministre des affaires étrangères russe Sergei Lavrov estime lors du forum sur la sécurité de Munich tenu mi-février 2019 que Nord Stream 2 est un projet « purement économique et commercial »³.

De ces points de vue contrastés surgit une question centrale : de quoi Nord Stream 2 est-il le nom ? D'un simple projet énergétique, ou bien d'un *pipeline* aux enjeux géostratégiques déterminants ? Pour tenter de répondre à cette problématique et aller au-delà des visions partisans, il semble intéressant de comprendre les motivations économiques des différents acteurs du projet, avant de se pencher sur les conséquences géopolitiques de sa construction.

A PROPOS DE L'AUTEUR



Ulrich BOUNAT est membre du comité Europe des Jeunes de l'IHEDN.



Ce texte n'engage que la responsabilité de son auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle.

Photo d'illustration de couverture : Hold my ARK, <https://www.pexels.com/fr-fr/photo/1909356/>

¹ <https://www.cnn.com/2018/07/11/trump-slams-germany-at-nato-summit-says-its-a-captive-of-russia.html>

² <http://thenews.pl/1/10/Artykul/392742,Kremlin-spokesman-blasts-Polish-PM%E2%80%99s-statement-on-Nord-Stream-2-report>

³ <http://tass.com/economy/1045114>

Nord Stream 2 : nouvelle artère gazière entre l'UE et la Russie

Le projet Nord Stream 2, lancé en 2011 et prévu pour complétude fin 2019, vise à relier la baie de Narva, proche de la frontière estonienne, à la ville côtière de Greifswald en passant sous la Baltique. Long de 1255 kilomètres et d'une capacité de 55 bcm⁴, il permettra de doubler la capacité du *pipeline* Nord Stream 1, opérationnel depuis 2012, et suivra en grande partie son tracé subaquatique.

D'un coût estimé à environ 9,5 milliards d'euros, il est la propriété à 100 % de Gazprom, plus grosse capitalisation boursière russe et qui appartient à 50 % au gouvernement russe. Néanmoins, ce projet est également financé à 50% par cinq entreprises européennes, à hauteur de 10% chacune. Deux compagnies allemandes, Uniper (ex E.ON) et Wintershall (filiale de BASF), une autrichienne, OMV, l'anglo-néerlandaise Shell et la française Engie. Toutes ces compagnies, sauf OMV, sont partie prenante à hauteur d'une dizaine de pourcents dans le consortium Nord Stream AG, gestionnaire du projet, et l'ensemble de ces entreprises possèdent des intérêts dans plusieurs champs d'extraction ou de production d'énergie en Sibérie, notamment avec Gazprom.

Pour mieux comprendre les intérêts économiques en jeu sur ce projet, un bref focus sur le marché du gaz européen s'impose. En 2017, l'Union Européenne (UE) a consommé 490 bcm de gaz, dont 360 bcm ont été importés, essentiellement de Russie et de Norvège. Les volumes de gaz importés par l'UE depuis la Russie sont estimés à environ 170 bcm⁵, soit environ 40 % du total des imports, faisant de la Russie le premier exportateur de gaz vers l'Europe.

De son côté, la Russie a produit au total 470 bcm de gaz en 2017, en hausse de 50 bcm sur un an. En d'autres termes, plus d'un tiers du gaz produit en Russie est exporté dans l'UE. Il existe donc une interdépendance très forte entre l'UE et la Russie sur le marché gazier et l'UE et sécuriser ses parts de marché en Europe est stratégique pour la Russie.

Le projet Nord Stream 2 a donc un véritable sens économique pour la Russie. Il permet de créer une nouvelle route énergétique, à même de fournir l'un de ses principaux clients et ainsi de damer le pion à d'éventuels concurrents. D'après les projections, la Russie envisage de produire jusqu'à 750 bcm de gaz en 2035 et il est donc crucial pour l'économie russe de verrouiller ses relations clients-fournisseurs d'ici là, voire même d'augmenter ses parts de marché. Ce constat est encore plus vrai pour Gazprom, alors que le gaz transporté par pipelines se voit de plus en plus concurrencé par le LNG⁶. L'ouverture de terminaux méthaniers en 2016

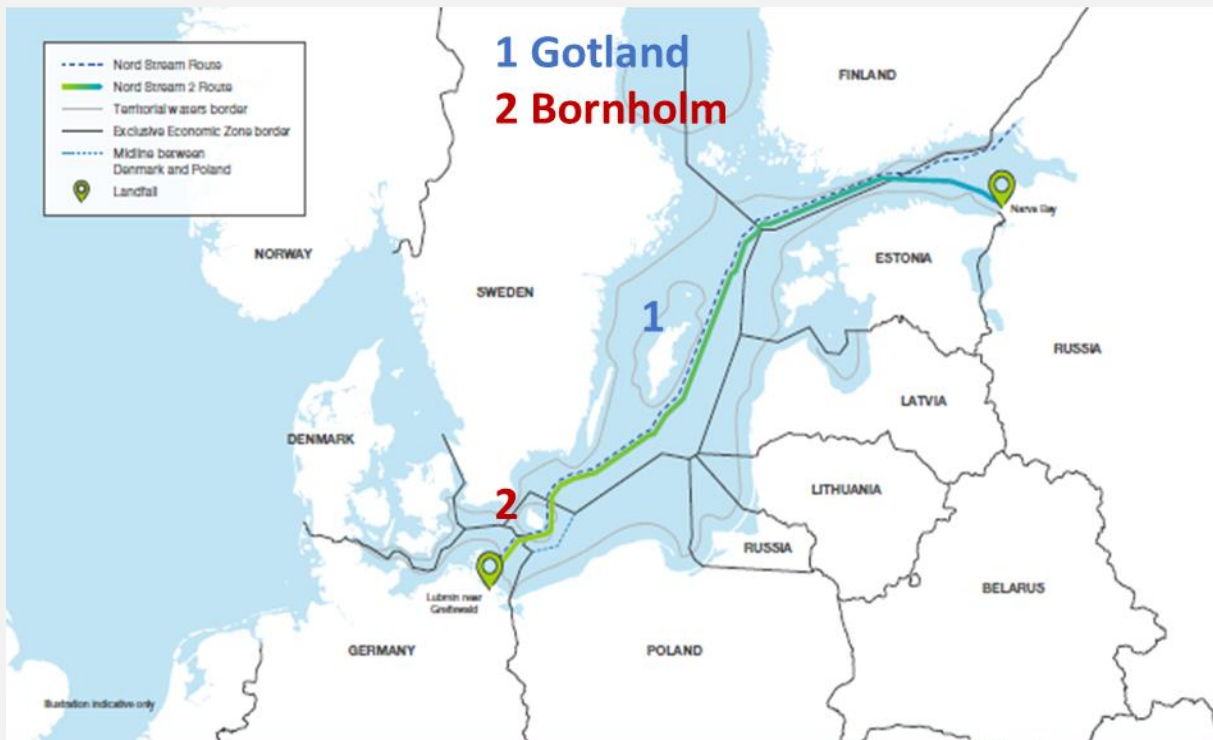
⁴ Billion cubic meters, ou milliards de mètres cubes par an. Il s'agit de l'unité standard pour les pipelines.

⁵ La difficile estimation du volume de gaz importé depuis la Russie tient à plusieurs facteurs : les méthodes de calcul de Gazprom diffèrent de celles de l'UE, une partie du gaz acheté en Europe est revendu par les pays européens à l'Ukraine et Gazprom n'inclue pas les Pays Baltes dans ses statistiques sur les ventes à l'UE.

<https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/pdfscache/46126.pdf>

⁶ *Liquefied Natural Gas* ou gaz naturel liquéfié (GNL)

en Pologne et 2017 en Lituanie⁷, et le projet de deux nouveaux terminaux en Allemagne⁸ permettent au gaz issu d'Algérie, du Qatar ou encore des Etats-Unis de venir participer à la concurrence pour fournir l'Europe en gaz. Cette course au LNG est également alimentée par Novatek, plus grand producteur de gaz russe après Gazprom, et impliqué dans les projets de terminaux méthaniers géants de la péninsule de Yamal avec Total⁹.



TRACÉ DU PROJET NORD STREAM 2 AVEC ZEE (© 2019 NORD STREAM 2) AVEC AJOUT DES ILES DE GOTLAND ET BORNHOLM

Pour l'Allemagne, débouché des *pipelines* Nord Stream 1 et 2, le projet revêt également une importance économique cruciale, à plus d'un titre. Avec la fin du nucléaire programmée pour 2022, ainsi que la volonté de baisser la part du charbon dans son mix énergétique pour respecter ses engagements environnementaux, l'Allemagne cherche à sécuriser rapidement ses approvisionnements en énergie « propres ». 50% du chauffage est actuellement assuré par les approvisionnements en gaz et l'industrie allemande, à commencer par BASF, partie prenante du projet Nord Stream 2, est très vorace en gaz. L'Allemagne est ainsi le principal consommateur européen de gaz russe¹⁰. Voir la majeure partie des milieux économiques et politiques allemands appuyer le projet n'est donc pas surprenant, comme en témoigne la présence de Gerhard Schröder à la tête du consortium Nord Stream AG¹¹.

⁷ Respectivement Swinoujscie et Klaipeda

⁸ <https://www.reuters.com/article/germany-lng/update-1-germany-set-to-have-at-least-2-lng-terminals-minister-idUSL5N2072W1>

⁹ Précisons que Novatek et Gazprom ne sont pas totalement concurrents puisque Gazprom possède environ 10 % de Novatek

¹⁰ <http://www.gazpromexport.ru/en/statistics/>

¹¹ Il est également au *board* de Rosneft.

Faire arriver un total de 110 bcm de gaz russe en Allemagne va de plus permettre de positionner le pays en principal hub du gaz en Europe. Ce qui n'est pas sans conséquences financières positives pour le pays. Tout d'abord, recevoir du gaz directement depuis la Russie évitera à l'Allemagne d'avoir à payer des frais de transit à la Biélorussie, la Pologne ou l'Ukraine et devrait donc réduire la facture. Qui plus est, une partie du gaz issus des pipelines Nord Stream sera redirigé vers le reste de l'Europe via les *pipelines* terrestres NEL¹², vers l'ouest, et OPAL¹³, vers le sud. De simple consommatrice, l'Allemagne va donc devenir un pays de transit et de stockage du gaz russe vers le reste de l'Europe. Avec à la clé, des retombées financières non négligeables pour le gouvernement fédéral et les länder traversés : Mecklenburg Vorpommern, Brandenburg, Sachsen, Niedersachsen et Nordrhein Westfalen. Les trois premiers sont d'anciens länder de RDA, toujours affectés par un retard économique vis-à-vis des autres zones du pays, plus dynamiques, et toute manne gazière serait la bienvenue.

Plus globalement, si d'après le BP Energy Outlook 2019¹⁴, les imports de gaz en Europe devraient se stabiliser à environ 600 bcm d'ici à 2040 (contre environ 500 bcm en 2017), la production intra UE devrait diminuer de 40 % d'ici là d'après cette étude. Les effets de cette dépendance aux fournisseurs extérieurs est matérialisée par le cas néerlandais, devenu importateur de gaz depuis 2017¹⁵ et qui prévoit la fermeture de son principal gisement de Groningen en 2030¹⁶. L'UE se doit donc de sécuriser ses voies d'approvisionnement en gaz, qu'il vienne des pipelines de Russie ou du LNG transocéanique.

Nord Stream 2 symbolise donc bien l'interdépendance gazière entre la Russie, premier fournisseur du gaz de l'UE, et l'Union Européenne, premier débouché des exports gaziers russes. Partenaires énergétiques stratégiques l'un de l'autre, il peut sembler opportun économiquement de renforcer les liens gaziers entre l'UE et la Russie. Notamment pour l'Allemagne, premier consommateur de gaz russe en Europe et soutien d'une *Ostpolitik* économique pragmatique pour éviter une aggravation trop forte des tensions avec la Russie. Néanmoins, ces arguments économiques ne doivent pas masquer les enjeux géostratégiques considérables portés par Nord Stream 2.

Nord Stream 2 : « nouveau pacte Ribbentrop Molotov »¹⁷ ?

¹² Nordeuropäische Erdgasleitung, qui connecte Nord Stream au réseau néerlandais

¹³ Ostsee-Pipeline-Anbindungsleitung, qui connecte Nord Stream aux réseaux tchèques et polonais

¹⁴ <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/energy-outlook/bp-energy-outlook-2019.pdf>

¹⁵ https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/quarterly_report_on_european_gas_markets_q4_2017_final_20180323.pdf

¹⁶ <https://www.reuters.com/article/us-netherlands-groningen-gas/netherlands-to-halt-gas-production-at-groningen-by-2030-idUSKBN1H51PN>

¹⁷ Pour reprendre l'analogie faite en 2006 par le ministre de la défense polonais de l'époque Radek Sikorski à propos de Nord Stream 1 (<http://www.spiegel.de/international/indirect-hitler-comparison-polish-minister-attacks-schroeder-and-merkel-a-413969.html>)

Les arguments purement économiques du Kremlin cachent mal le véritable objectif géopolitique du projet Nord Stream 2 : contourner le réseau de transport ukrainien. Pour s'en convaincre, une brève analyse de la capacité des *pipelines* approvisionnant actuellement l'Europe est nécessaire.



PRINCIPAUX PIPELINES RUSSES VERS L'EUROPE¹⁸

Il existe actuellement quatre routes principales d'acheminement du gaz russe vers le continent européen. La première est constituée par le pipeline Nord Stream 1, d'une capacité de 55 bcm. La deuxième est le *pipeline* Yamal, passant par la Biélorussie et la Pologne, d'une capacité de 33 bcm. La troisième est le nouveau pipeline Turkish Stream, à destination de la Turquie et des Balkans, d'une capacité de 31 bcm. Et enfin l'Ukraine, qui possède une capacité de transit de 146 bcm. Soit un total d'environ 265 bcm, hors Nord Stream 2. Comparé au chiffre des

¹⁸ Samuel Bailey, *Major Russian Gas Pipelines to Europe*. [Wikimedia Commons](#)

imports de gaz depuis la Russie en 2017, *ie* 190 bcm¹⁹, le taux d'occupation des *pipelines* russes à destination de l'Europe se situe aux environs de 71 %. En prenant en compte les modèles prévisionnels de consommation développés par BP²⁰, les imports de gaz russe devraient se situer aux alentours de 250 bcm en 2040, soit quasiment les capacités actuelles des pipelines entre la Russie et l'Europe. Dès lors, quel est l'intérêt d'ajouter 55 bcm via Nord Stream 2 ?

En 2017, 93 bcm ont transité via l'Ukraine pour atteindre l'Union Européenne, contre 140 en 2000. Cette diminution d'un tiers des approvisionnements s'explique tant par la construction de Nord Stream 1 que par les différentes crises du gaz intervenues en 2006 et 2009. Elle s'explique aussi par le fait que Moscou cherche autant que possible à affaiblir l'Ukraine. En 2018, le transit du gaz a rapporté environ 3 milliards de dollars au pays, soit environ 2% du PIB total. De même, le fait que plus de 50% du gaz russe à destination de l'UE passe par l'Ukraine impose à la Russie de transiger avec un pays devenu un ennemi depuis 2014, et incite fortement l'UE et notamment l'Allemagne à jouer les médiateurs. Réduire très fortement les volumes expédiés dans les pipelines ukrainiens aurait donc de multiples avantages pour la Russie : diminuer aux yeux de l'Europe l'importance stratégique de l'Ukraine, assécher une manne nécessaire à son redressement économique, et l'obliger à maintenir des milliers de kilomètres de *pipelines* pour des quantités faibles et fluctuantes.

Le *timing* de Turkish Stream et Nord Stream 2 valide également cette hypothèse. Le *pipeline* sous la mer noire a été terminé fin 2018 et le consortium Nord Stream AG fait tout pour terminer la construction de celui sous la Baltique avant fin 2019. La raison de cette précipitation est simple : le contrat de transit avec l'Ukraine se termine fin décembre 2019, et les négociations pour sa prolongation patinent. Conduites sous les égides de Maros Sefcovic, vice-président de la Commission européenne en charge de l'union énergétique, elles opposent la partie russe, qui souhaite une simple prolongation des accords favorables à Gazprom de 2009 à l'UE et l'Ukraine, qui poussent pour une solution combinant application des règles énergétiques²¹ de l'UE et volumes garantis de 60 bcm plus 30 bcm optionnels sur dix ans renouvelables une fois²².

¹⁹ 170 bcm pour l'UE (cf supra), environ 15 bcm pour la Turquie et 5 bcm environ pour les Balkans

²⁰ BP energy outlook 2019, cf supra

²¹ Essentiellement les règles dites *d'ownership unbundling* (la nécessité de découpler les entreprises propriétaires du gaz et des infrastructures avec l'utilisation d'un opérateur de transit indépendant), la règle de non exclusivité d'un producteur de gaz sur un pipeline, et l'absence de discrimination entre clients dans les tarifs

²² <https://jamestown.org/program/russia-ukraine-gas-transit-talks-look-ahead-post-2020/>

L'Ukraine n'est d'ailleurs pas le seul pays que la Russie cherche à sortir du transit gazier. Nord Stream 2 pourrait également probablement permettre de diminuer les quantités de gaz transitant via le *pipeline* Yamal qui passe notamment par la Pologne, un autre pays fortement opposé au Kremlin. Le contrat de transit avec la Pologne se termine en 2022, et le gouvernement polonais a d'ores et déjà indiqué qu'il n'était pas forcément intéressé par une prolongation²³, laissant augurer d'éventuelles négociations ardues.

Le projet Nord Stream 2 n'est donc pas un projet purement économique, loin s'en faut. Loin de résoudre un éventuel problème de saturation du réseau existant, il vise à permettre à Moscou de se débarrasser des pays de transit et notamment de l'Ukraine, pays avec lequel la Russie est en conflit ouvert depuis 2014. Très conscients des enjeux politiques, de nombreux pays de la Baltique et d'Europe centrale, à commencer par les pays Baltes et la Pologne, ont déjà fait part de leur forte opposition au projet. Dans ces conditions, quel est son avenir?

Quel avenir pour le projet Nord Stream 2 ?

Le 8 février dernier, les ambassadeurs des vingt-huit Etats membres de l'UE atteignent un compromis relatif à l'extension aux *pipelines* offshore du troisième paquet énergie. Derrière cette formulation technique se trouve un aspect crucial pour Nord Stream 2. Ce paquet énergie est en effet celui imposant le concept dit d'*ownership unbundling*²⁴ ainsi que l'obligation d'offrir au moins 10 % de capacité à un opérateur tiers. En étendant ces régulations aux *pipelines offshore* dans les eaux territoriales européennes, l'UE place de facto le *pipeline* Nord Stream 2, construit, opéré et utilisé exclusivement par Gazprom, dans l'illégalité.

Cet accord, obtenu avec le soutien notable de la France²⁵, est un petit succès pour l'ensemble des pays européens opposés au projet. Car si celui-ci est fortement soutenu par quelques pays comme l'Allemagne, l'Autriche et les Pays Bas, de nombreux autres ont d'ores et déjà fait part de leurs réserves voire de leur totale désapprobation. Leurs arguments peuvent se regrouper en deux catégories principales.

²³ La Pologne promeut en effet le Baltic pipeline, qui lui permettrait d'importer du gaz norvégien via le Danemark (<https://www.reuters.com/article/us-poland-denmark/poland-confident-of-meeting-2022-deadline-for-completing-gas-link-to-norway-idUSKCN1J0130>)

²⁴ C'est-à-dire que le propriétaire du pipeline ne peut être le même que celui du gaz qui y transite.

²⁵ <https://www.dw.com/en/eu-adopts-french-german-compromise-on-nord-stream-2-pipeline-to-russia/a-47429195>

D'un côté, l'indépendance énergétique de l'Europe, et en particulier des pays d'Europe centrale. Ceux-ci craignent en effet d'être pris en étau entre le gaz russe venant de l'est et désormais de l'ouest. Leurs craintes sont compréhensibles : l'une des raisons qui a permis d'inverser le rapport de force entre Gazprom et les pays d'Europe centrale est la réversibilité des *pipelines* à l'intérieur de l'Europe²⁶. Or, si le gaz russe arrive désormais par l'ouest et l'est, il sera désormais beaucoup plus compliqué pour l'ensemble des pays situés entre l'Allemagne et la Russie de faire jouer la concurrence avec d'autres opérateurs gaziers, Gazprom s'assurant la part du lion dans les *pipelines* d'Europe centrale. De même, plusieurs pays d'Europe comme la Pologne et la Lituanie craignent que la construction de nouvelles capacités entre la Russie et l'UE n'entrave l'arrivée de fournisseurs alternatifs de gaz. Le gaz russe est en effet encore plus compétitif que le LNG, notamment venu des États-Unis²⁷.

De l'autre, des considérations sur les conséquences militaires du projet se sont fait jour en mer Baltique, notamment en Suède et au Danemark. A la suite d'une loi adoptée en urgence fin 2017, le gouvernement danois envisage en effet de s'opposer, pour des raisons de sécurité nationale, au passage du *pipeline* dans ses eaux territoriales, notamment aux abords de l'île de Bornholm²⁸, stratégique pour le contrôle de la Baltique²⁹. De même, le tracé indique un passage proche de l'île suédoise du Gotland, l'un des verrous de la Baltique. En raison des nombreuses tensions avec la Russie dans cette zone géographique³⁰, la Suède a décidé de réinstaller une présence militaire sur l'île du Gotland fin 2017, avec un contingent de 300 hommes à l'horizon 2020³¹. De nombreux pays de la Baltique craignent donc que la présence du *pipeline* ne soit un prétexte à une présence encore plus assertive de la Russie, notamment pour défendre ses infrastructures stratégiques en cas de forte tension dans cette zone.

Ces opposants ont trouvé un allié de poids avec les États-Unis. Washington est en effet vent debout contre le projet, comme il l'avait déjà été dans les années 1980 lors d'un projet entre Gaz De France et l'URSS. L'ambassadeur américain à Berlin, Richard Grenell, a ainsi envoyé une lettre à Uniper et Wintershall début janvier pour les menacer de sanctions s'ils persistent

²⁶ Ainsi, si le prix proposé par Gazprom à un pays, par exemple l'Ukraine, est bien supérieur au tarif moyen, l'Ukraine peut désormais acheter son gaz à un pays situé plus à l'ouest, par exemple la Pologne, qui l'achète peut être lui-même à Gazprom, mais à un tarif bien moindre.

²⁷ A l'heure actuelle, le prix du gaz Russe est d'environ 5\$/MMBtu contre environ 8\$/MMBtu pour le gaz US

²⁸ Cf carte *supra* p. 4

²⁹ https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/03/le-danemark-fait-de-la-resistance-face-a-nord-stream-2_5404690_3210.html

³⁰ Violations d'espace aérien de l'OTAN, parasitage du signal GPS lors d'exercices de l'OTAN, installation de missiles Iskander à Kaliningrad...

³¹ <https://www.svd.se/nytt-steg-for-gotlands-forsvar>

dans leur soutien au projet³². De même, les compagnies qui posent le *pipeline*, la suisse Allseas et l'italienne Saipem, sont également menacées de sanctions économiques qui leur feraient perdre toute perspective d'accès à des projets aux Etats-Unis. Si la proposition de loi DASKAA³³ actuellement débattue au Sénat américain ne contient pas de sanction contre les entreprises prenant part au projet Nord Stream 2³⁴, la menace américaine envers ses entreprises pèse toujours.

Au regard des nombreuses oppositions et des enjeux géostratégiques, le projet Nord Stream 2 se fera-t-il ? Il est difficile de se prononcer avec une absolue certitude, mais cela semble néanmoins l'option la plus probable. L'absence de sanctions dans la loi DASKAA, tout comme le compromis européen du 8 février laissant à l'Allemagne le contrôle effectif de l'alignement du projet avec le troisième paquet énergie laisse à penser que le projet est bien trop avancé pour être annulé³⁵.

Nul ne doute que les parties allemandes et russes trouveront un compromis pour remettre le projet en accord avec les règles européennes³⁶. Même l'Ukraine a commencé à prendre des dispositions pour contrecarrer l'effondrement prévisible des volumes transitant par ses *pipelines*. Le pays augmente ses capacités de stockage et a engagé un bras de fer avec Gazprom pour imposer une amende de 12 milliards de dollars en cas de rupture du contrat au 31 décembre 2019. Cependant, ce projet est loin d'être un projet purement économique comme initialement annoncé par Vladimir Poutine et Angela Merkel. Il comporte de nombreux aspects géopolitiques qui auront mis en lumière les oppositions très fortes entre les intérêts économiques et stratégiques de l'UE vis-à-vis de la Russie, et « terni l'image de l'Allemagne en Europe »³⁷.

³² <https://www.handelsblatt.com/today/politics/the-bully-in-berlin-letters-from-us-ambassador-to-german-firms-not-threats-just-a-clear-message/23862580.html?ticket=ST-2946489-WbWLseXm2gCFyHX143Nb-ap3>

³³ *Defending American Security from Kremlin Aggression Act*, aussi appelé « *the sanctions bill from hell* »

³⁴ <https://www.rferl.org/a/u-s-senator-no-provisions-on-nordstream-2-in-new-sanctions-bill/29776811.html>

³⁵ Les portions finlandaises et allemandes sont terminées depuis fin 2018.

³⁶ <https://www.ft.com/content/7d24961a-35b5-11e9-bb0c-42459962a812>

³⁷ D'après les mots de Stefan Meister, du European council on foreign relations (<https://www.economist.com/leaders/2019/02/16/the-nord-stream-2-gas-pipeline-is-a-russian-trap>)



LES JEUNES
IHEDN

publication@jeunes-ihedn.org